

Dans le meeting qui s'est tenu le jeudi 23 à 11 heures au siège des syndicats rue Yves-Kermen, Bois, mandaté pour intervenir en faveur de la grève générale, se contente de prêcher l'union sacrée, alors que le représentant de la C.F.T.C. se fait applaudir par les ouvriers réunis là (surtout des staliniens) en affirmant ses désaccords et en appelant les ouvriers à la lutte dans une grève générale et nationale.

Nous ne savons pas quelle sera l'issue de la grève, qui s'est étendue entre temps à l'ensemble de la métallurgie parisienne et dans plusieurs secteurs de la province. Les traits essentiels du mouvement, que nous avons décrits, sont les mêmes à peu près partout. Si l'on tient compte de l'attitude profondément passive des ouvriers, qui expriment leur méfiance complète vis-à-vis des organisations, et le fait que celles-ci gardent la direction entière du mouvement, si l'on tient compte du rapport de force défavorable dès le départ — et qui s'est concrétisé par l'occupation rapide et facile des usines par la police — le mouvement s'oriente vraisemblablement vers un échec. Si les travailleurs en tirent la leçon, non seulement en ce qui concerne l'attitude des organisations bureaucratiques, mais sous l'aspect positif, sur la nécessité de leur organisation autonome, condition indispensable pour la possibilité de luttes futures, cet échec aura servi à quelque chose.

Raymond BOURT.

LA GREVE CHEZ S.O.M.U.A.

L'usine S.O.M.U.A. (Société d'Outillage Mécanique et d'Usinage d'Artillerie) est une usine de 2.500 ouvriers environ. Ce n'est pas une usine d'avant-garde; une grande partie des ouvriers sont dans l'usine depuis cinq à dix ans, et il y règne une mentalité paternaliste. Un ouvrier me citait ces jours-ci une parole « historique » de la « mère Schneider », qui a monté les premières usines du même nom dont la S.O.M.U.A. est une succursale : « Donner aux ouvriers juste ce qu'il leur est absolument indispensable pour vivre, mais ne pas les forcer au travail ». On voit que cette seule phrase indique toute une orientation pour les rapports de production, plus particulièrement pour les rapports très fermes et même violents, avec occupation de l'usine, vidage des ports entre les ouvriers d'une part et la direction et les cadres d'autre part. C'est ce fait qui explique cette relative ancienneté des ouvriers dans l'usine. Tous les ouvriers, même les « anciens », savent parfaitement que leurs salaires sont très nettement inférieurs par rapport aux salaires moyens en vigueur dans les autres usines. Ceci est valable non seulement pour les manœuvres et ouvriers spécialisés, mais également pour les catégories de professionnels. Mais c'est seulement maintenant, où la situation économique prend littéralement les ouvriers à la gorge, qu'il se dégage une tendance des ouvriers à chercher du travail dans d'autres usines qui paient mieux. Cette mentalité des ouvriers, préférant des salaires inférieurs si les conditions de travail sont meilleures, est non seulement très nette, mais aussi très consciente. Mais il faut faire ici une restriction. Ce fait, indéniable et important pour les « basses catégories » du prolétariat : manœuvres et O.S., est moins sensible chez les catégories de professionnels. Ce n'est pas par hasard. Alors que les O.S. sont en contact brutal avec le procès de production moderne lui-même, les professionnels sont pour ainsi dire en marge de celui-ci, les formes de travail à la chaîne ou au rendement pouvant plus difficilement être appliquées au travail qualifié.

L'évolution des méthodes de production au sein de la S.O.M.U.A. se fait avec un retard relativement important par rapport aux grandes entreprises (Renault et Citroën par exemple). Ceci est dû à la taille relativement peu importante de l'usine, à la nature de sa production, (machines-outils) dont le marché restreint ne stimule pas une produc-

tion en grande série, ce qui donne un rapport entre le travail qualifié et le travail au rendement différent de celui de l'industrie automobile par exemple. Ce n'est que depuis très peu de temps que l'on peut noter une certaine accentuation de la rationalisation du travail, des formes de travail au rendement, et un resserrement de la discipline de travail dans les secteurs où n'est pas appliqué le travail au rendement. Notons que cela a coïncidé avec le début de la crise économique, crise qui a été particulièrement ressentie dans la production de moyens de production. Face à cette crise, l'usine s'est orientée vers la production automobile (moteurs de camions, commande de 200 autobus par la R.A.T.P.), mais celle-ci est très loin de résoudre la crise. Malgré cela, si les bureaux d'étude de l'usine travaillent déjà sur les plans d'un nouveau type de char, il n'a pas encore été envisagé est partagée avec les autres centrales C.F.T.C., F.O., C.G.C., et aussi Autonomes. La désaffection des ouvriers envers les syndicats s'est faite sentir avec un certain retard par rapport aux usines Renault par exemple. Mais dès qu'elle se fait sentir, elle se signale comme partout ailleurs comme une désaffection non pas seulement envers la C.G.T., mais envers la forme syndicale en tant que telle. Comme pour le prolétariat en général, la prise de conscience des ouvriers ne s'est pas faite essentiellement à travers le plan revendicatif ou le caractère « traître » des directions ouvrières, mais sur un plan tout ce qu'il y a de politique : la conscience de l'existence de la bureaucratie en tant que corps étranger au prolétariat. Nous pouvons même aller plus loin là-dessus, en disant que les ouvriers voient clairement sous leurs yeux ce que nous avons désigné depuis longtemps comme les bases sociales du stalinisme. Il est fréquent d'entendre des ouvriers faire des réflexions du type suivant : « Le P.C. est constitué à la fois par les ouvriers les plus défavorisés (manœuvres) et les cadres. Une grande partie des manœuvres constituent la masse bernée; l'autre partie y participe pour des intérêts personnels qui pourront être satisfaits si le P.C. prend un jour le pouvoir avec la guerre et l'occupation russe. » — « Les cadres qui sont dans le P.C. y sont par intérêt. » — « Le programme du P.C. est celui qui représente le mieux les intérêts des cadres. » Très souvent également les ouvriers établissent un rapport entre les formes de travail au rendement et la politique stalinienne. Signalons aussi que lorsque les ouvriers parlent des cadres ils se placent surtout du point de vue de leur participation à jusqu'à présent d'orienter l'usine vers la production de matériel de guerre.

Signalons aussi une particularité sur les rapports entre l'usine S.O.M.U.A. et le trust Schneider. Sur le plan des rapports financiers, les renseignements manquent, mais il est très caractéristique que tous les cadres à partir du chef d'atelier jusqu'au directeur ont fait, avant même d'entrer en activité dans l'usine, un stage plus ou moins prolongé aux usines du Creusot. Ceci n'est pas un secret pour les ouvriers. Lors des discussions à caractère revendicatif, ceux-ci incriminent souvent le trust Schneider en tant que trust international, malgré les efforts de la direction pour apparaître entièrement autonome.

Nous avons dit au début que l'usine S.O.M.U.A. n'était pas une usine d'avant-garde. Nous entendons par cela qu'elle n'est pas une usine-clé, c'est-à-dire une usine pouvant se mettre à la tête d'une action quelconque. Néanmoins la vie politique y est assez importante. Depuis longtemps les staliniens ont l'usine en mains et l'ont fait participer à tous les mouvements du secteur métallurgique. Sa participation aux grèves de novembre-décembre 1948 par exemple, a eu un caractère très ferme et même violent, avec occupation de l'usine, vidage par la police, essais de réoccupation par les grévistes. Le stalinisme y a une base très solide, non seulement revendicative par la C.G.T., mais aussi sur le plan politique. Actuellement l'influence de la C.G.T.

la gestion de l'usine. Les ouvriers soulèvent le côté corruption des dirigeants ouvriers : « Tous les délégués ou bonzes même en étant rentrés à l'usine comme manœuvres, ont maintenant des places » (contremaitres, par exemple). Mais ils n'y accordent pas une importance primordiale. Ils insistent au contraire sur les intérêts qui lient les dirigeants avec une société du type de l'U.R.S.S. ou des pays sous sa dépendance.

Nous allons maintenant résumer les événements récents et les réactions générales qu'ils ont provoquées, non pas dans l'intention de faire un historique, mais seulement de souligner quelques caractéristiques significatives.

Tout d'abord s'est posée la question des licenciements. Depuis plusieurs mois la direction avait annoncé le licenciement de 150 ouvriers. Malgré que tout le monde savait que ce licenciement devait avoir lieu depuis longtemps, on peut dire que la direction a agi par surprise. En effet, après que plusieurs dates de principe aient été fixées et reculées successivement, brusquement les ouvriers devant être licenciés furent convoqués individuellement au Bureau du Personnel. Il faut faire remarquer d'abord qu'aucune liste de licenciement n'a été affichée dans l'usine et que ce licenciement a été fait plus ou moins sous la forme de licenciement individuel; ensuite que la direction avait promis le remplacement des licenciés par l'Inspection du Travail et qu'en définitive ce licenciement a eu lieu sans l'avis favorable préalable de l'Inspecteur du Travail. Un appel fut lancé par le Cartel des syndicats pour l'organisation d'une manifestation de protestation. La participation des ouvriers fut excessivement mince.

Dans notre atelier parmi les licenciés figuraient entre autres le délégué C.G.T. et un militant stalinien dans l'usine depuis sept ou huit ans. Sans que personne ne sut tout d'abord le pourquoi ni le comment ces deux ouvriers furent réintégrés à l'usine. Ce n'est qu'après plusieurs jours après qu'un sympathisant stalinien nous avouait que pour les réintégrer, la direction avait licencié deux autres ouvriers à leur place. Les ouvriers ont compris tout de suite la volonté de la direction de jeter un discrédit sur le syndicat. Lorsqu'il eut connaissance de cela, un ouvrier me fit lui-même cette remarque très pertinente : « L'usine, me dit-il, produit en ce moment quelques tours et quelques « bus ». Mais il est très probable, que dans un délai plus ou moins long l'usine s'oriente vers la production de matériel de guerre, en particulier de chars. Alors, tu comprends, à ce moment-là, les stals appliqueront dans l'usine la politique qu'ils appliquent en ce moment avec les dockers. Il est naturel qu'ils veuillent garder le plus de militants possible dans l'usine pour ce moment-là. »

L'appel de grève lancé par la C.G.T. dans la Métallurgie pour le jeudi 9 février à partir de 16 heures fut lettre morte pour l'usine. Pas un ouvrier de l'atelier n'a débrayé. Pas même ceux appelés couramment les « durs » n'ont pris part au mouvement, bien que leur journée se terminait à 17 heures. Soulignons à ce propos que chaque fois qu'un appel, qu'un mot d'ordre des syndicats échoue, les ouvriers ressentent et expriment une sorte de satisfaction qui traduit l'impression qu'ils ont d'avoir eux-mêmes remporté une victoire contre tout ce qui est à leurs yeux bureaucratique.

Le mercredi 15 février, j'ai appris dans une conversation personnelle que les directions syndicales avaient déclaré à la direction qu'elles feraient débrayer l'usine si les revendications posées n'étaient pas satisfaites (essentiellement les 3.000 francs). Ce à quoi la direction aurait répondu : « Si vous employez la grève, nous fermerons l'usine pendant un mois et demi, trois mois s'il le faut, et nous rouvrirons

avec un effectif de 600 ouvriers en moins. » Les directions syndicales reculèrent. Notons qu'aucune consultation ni information du personnel n'eut lieu.

Au lendemain de la proposition du patronat national de la métallurgie d'une augmentation de salaires de 5 p. 100, les directions

syndicales ont eu une entrevue avec la direction de l'usine. Celle-ci accorda immédiatement l'augmentation de 5 p. 100, plus une augmentation de 4 p. 100 pour les manœuvres et O.S. et de 6 p. 100 pour les P1, P2 et P3. Cette dernière a été portée ensuite à 8 p. 100. Les 5 p. 100 devaient jouer sur les salaires préalablement augmentés des 4 et 8 p. 100. Cette augmentation a donné lieu à des violentes discussions sur le problème de la hiérarchie. J'eus l'occasion d'assister incidemment à un accrochage entre deux staliniens « durs » : d'un O.S. et gars de base d'une cellule, l'autre ayant une qualification à peine supérieure à un O.S. mais ayant de toute évidence une responsabilité quelconque dans le P.C. Le premier engueulait l'autre sur la question de la hiérarchie, le second lui fit cette réponse textuelle : « Moi, défendre un manœuvre ou O.S. je m'en fous. Les O.S. sont des cons qui ne comprendront jamais rien et avec qui on ne pourra jamais rien faire. Tandis qu'avec les catégories plus élevées on peut au moins travailler. »

L'attitude des ouvriers qui ont déjà pris conscience de la bureaucratie, face à la grève est très complexe. Ici nous touchons à un problème très difficile, mais nous rappelons que ce texte est uniquement une suite de constatations faites par un ouvrier organisé sur le lieu de son travail. Disons tout d'abord ceci. Tous les ouvriers sans exception ont maintenant une conscience de classes sur le plan dirons-nous traditionnel. C'est-à-dire que tout ouvrier sait qu'il vit dans une société capitaliste, qu'il existe dans cette société une classe capitaliste qui exploite, une autre qui s'appelle le prolétariat et dont il fait partie; que les gouvernements de cette société représentent la classe capitaliste; qu'il n'y a pas de solution définitive à ses problèmes dans le cadre de cette société; qu'il y a donc une lutte entre lui et la classe capitaliste; que sur la base de cette lutte de classes se sont créés des organismes appelés Syndicats et Partis; que d'autre part, ces organismes étaient absolument nécessaires pour que cette lutte de classes mène quelque part. C'est ici que s'arrête la correspondance profonde entre la conscience anti-capitaliste des ouvriers et la politique anti-capitaliste du stalinisme.

Après toute une expérience sur cette base-là, une certaine partie du prolétariat de plus en plus importante se rend compte que cette lutte de classes à travers les organismes qui lui sont nécessaires, a donné naissance à la bureaucratie. Pour ces ouvriers la conséquence finale de la lutte de classes du prolétariat contre la bourgeoisie est l'apparition d'une nouvelle exploitation. De cette négation des buts finaux de la lutte des classes, ces ouvriers en sont arrivés à se poser le problème de la justification de la lutte de classes elle-même. Voyant que la lutte revendicative si minime soit-elle se met directement en présence de l'Etat, cette partie du prolétariat pense que les luttes partielles ne peuvent avoir aucun résultat et que seule la grève générale peut apporter une solution, toute relative soit-elle, à sa situation économique. Voyant d'autre part que la Grève Générale n'est actuellement réalisable que par l'intermédiaire de la bureaucratie, donc que cette grève générale serait en définitive une lutte entre la bureaucratie et la bourgeoisie, et ayant conscience que cette lutte ne peut se terminer que par une guerre mondiale, elle en arrive à se poser le problème de savoir par quels moyens elle pourrait améliorer ou maintenir sa situation économique. Car si elle peut, à ses yeux, se dispenser temporairement d'apporter une solution aux autres problèmes, elle est obligée de répondre de toute manière à

celui-ci. Nous pensons que la compréhension de cette conscience subjective d'une grande partie du prolétariat est absolument nécessaire pour pouvoir analyser l'attitude de celui-ci au sein de la lutte des classes et pour pouvoir répondre aux problèmes qui y sont posés. Il ne s'agit pour nous d'une certaine interprétation, mais de l'exposition d'un fait, et en particulier dans ce texte, d'une constatation au sein de l'usine dont nous parlons.

C'est ce qui nous fait comprendre l'attitude adoptée par les ouvriers lorsqu'ils apprirent le débrayage des usines Renault (20 février). Ils comprirent tout de suite que la direction stalinienne lançait par là le signal d'une offensive générale pour au moins tout le secteur métallurgique. Dès lors ayant l'impression de se trouver devant un état de fait, ils prirent une attitude absolument différente. Ils attendaient que les directions syndicales donnent l'ordre de grève. Ils critiquaient l'attitude de celles-ci sur la base suivante : « La perte d'une journée de travail pour un ouvrier est aujourd'hui quelque chose d'énorme. » Ils ne manifestaient aucun élan ni pour ni contre la grève. Ils n'avaient aucune illusion ni optimisme quant aux résultats. Tout au contraire. Nombre d'ouvriers lorsqu'ils apprirent l'occupation de Renault par les C.R.S. sentirent se confirmer chez eux ce pressentiment de défaite. Ils disaient fréquemment : « Nous allons vers une catastrophe. » Ce fut dans cet état d'esprit que dans mon atelier, le vendredi à 12 h. 30, ils votèrent à 100 p. 100 pour la grève. Le vote a eu lieu à bulletin secret. Les résultats n'ont pu être donnés qu'après 16 heures. Les ouvriers des équipes du matin étaient partis. Ce furent les directions syndicales qui organisèrent les votes. Elles ne posèrent, même pas entre elles, le principe d'un Comité de grève, ni non plus l'installation d'un piquet de grève si minime soit-il.

Voici les résultats des votes sur un effectif de 2.500 ouvriers environ :

1.863 votants. 1.141 pour. 669 contre. 53 nuls.

On peut affirmer que les abstentions proviennent des grands ateliers et qu'il n'y en eût pas chez les cadres, les services techniques et administratifs qui se prononcèrent à 90 p. 100 contre la grève.

Nous ne pouvons conclure sans une interprétation générale. La scission de la classe ouvrière est une scission politique. Cette scission politique s'est effectuée sur la prise de conscience d'une partie du prolétariat de l'apparition d'un nouveau mode d'exploitation, résultat final de la lutte des classes. Donc cette scission traduit une divergence au sein du prolétariat sur ses objectifs historiques : Une partie du prolétariat considérant la société bureaucratique (type U.R.S.S.) comme un but final toujours valable; une autre partie niant ce but et se posant comme problème profond : l'existence ou la non existence de buts finaux qui lui soient propres et le contenu de ces buts. Notre première tâche est donc avant tout autre chose de réaffirmer l'existence de buts finaux propres au prolétariat et de donner une définition nouvelle et correcte de ces buts. Ce n'est que sur cette base que pourra se réaliser une nouvelle unité politique du prolétariat. Ce n'est que de là également que pourra surgir une nouvelle prise de conscience des moyens et des formes d'action concordant avec les intérêts historiques de la classe ouvrière.

Roger BERTIN.

TABLE DES MATIERES DU VOLUME I (1)

Présentation	I,	1
ARTICLES :		
Socialisme ou Barbarie	I,	1
Alex CARRIER : Le cartel des syndicats autonomes	I,	62
Pierre CHAULIEU : Les rapports de production en Russie	II,	1
— — La consolidation temporaire du capitalisme mondial	III,	22
— — L'exploitation de la paysannerie dans le capitalisme bureaucratique	IV,	19
Pierre CHAULIEU et Georges DUPONT : La bureaucratie yougoslave	V-VI,	1
Marc FOUCAULT : 1948	I,	47
Philippe GUILLAUME : La guerre et notre époque (I)	III,	1
— — La guerre et notre époque (II)	V-VI,	77
Jean LÉGER : Babeuf et la naissance du communisme ouvrier	II,	67
PEREGRINUS : Les Kolkhoz après la guerre	IV,	1
DOCUMENTS :		
Paul ROMANO : L'ouvrier américain ..	I, 78; II, 83; III, 68; IV, 45; V-VI,	124
V. W. : Stakhanovisme et mouchardage dans les mines tchécoslovaques	III,	82
Lettre ouverte au P.C.I.	I,	90
La vie de notre Groupe	II, 95; III, 88; IV, 54; V-VI,	136
Le parti révolutionnaire (résolution)	II,	99
Résolution statutaire	II,	107
NOTES :		
Rectification	I,	102
La situation internationale	II, 109; III, 93; IV, 71; V-VI,	148
Trois grèves	III,	95
La grève des mines d'amianté du Canada français	III,	98
La répercussion de l'explosion atomique russe	IV,	75
Dévaluation et vassalisation	IV,	80
Les luttes revendicatives	IV,	83
La guerre froide en Extrême-Orient	V-VI,	147
Les luttes revendicatives en France	V-VI,	151
R. BERTIN : Défaitisme révolutionnaire et défaitisme stalinien	II,	112
— — La grève chez S.O.M.U.A.	IV,	154
R. BOURD : Renault lance à nouveau le mouvement de grève	IV,	150
P. CHAULIEU : Les bouches inutiles	I,	104
C. MONTAL : Le trotskisme au service du titisme	IV,	87
J. SEUREL : Le procès Kravchenko	II,	116
LES LIVRES :		
M. FOUCAULT : La fortune américaine et son destin, de Jean PIERL ..	II,	122
R. SAUGUET : La vie ouvrière sous le Second Empire, de Georges DUVEAU	III,	100
Correspondance	II, 127; IV,	93

(1) Les chiffres romains indiquent le numéro et les chiffres arabes la page.